

LES SYNDICATS FRANÇAIS

Source : Contribuables associés
6, 7, 8, 9 octobre 2014

I.- Qui sont-ils ? Qui représentent-ils ? Comment sont-ils financés? (6 octobre 2014)

Cher contribuable,

A la moindre tentative de réforme dans l'hexagone, **le pays se retrouve bloqué par les syndicats**. Et les trois quarts du temps, cette politique « de la rue », bien française, fonctionne : les gouvernements successifs **reculent face aux pressions des grévistes**. Les réformes à mettre en œuvre pour arrêter d'asphyxier les contribuables à coups d'impôts sont pourtant nombreuses !

En France, depuis bien trop longtemps déjà, les syndicats semblent intouchables. Ils sont devenus si puissants qu'**on se demande parfois s'ils ne dirigent pas le pays...** Mais qui sont-ils ? Qui représentent-ils ? Comment se financent-ils ? Autant de questions sur lesquelles notre association enquête depuis de nombreuses années pour tenter de vous fournir des éléments de réponse... et des solutions pour en finir !

Autorisé en 1884, le syndicalisme a depuis prospéré pour devenir ce qu'il est aujourd'hui. En 1895, naissait la CGT, qui n'a depuis jamais cessé d'être un syndicat primaire, **préférant l'affrontement au dialogue, le sabotage au compromis**. Cela ne l'a pourtant pas empêché de bâtir **un véritable empire** sur fond de lutte des classes et de rêves de disparition du patronat. Désormais, **ses ressources sont trois à quatre fois supérieures** à celles des syndicats anglais ou allemands, qui comptent pourtant 5 à 10 fois plus de membres !

Car il faut le souligner, **les salariés sont de moins en moins syndiqués**. En 1950, 25% des travailleurs adhéraient à un syndicat. Aujourd'hui, ils sont moins de 8%, et même **moins de 3% dans le secteur privé**. Les syndicats ne sont donc aucunement représentatifs !

Les syndicats ont été créés dans l'optique de défendre les intérêts des travailleurs, et devraient être de fait exemplaires dans leur action en protégeant au mieux les citoyens. Mais aujourd'hui, leur combat s'arrête à **la défense des avantages indécents et souvent obsolètes d'une minorité**, dans un contexte de crise qui nécessite pourtant de grandes réformes !

Pire encore, si la part des syndiqués dans la population française a drastiquement diminué, **les montants alloués aux syndicats, eux, ont été multipliés par 20 !** Logique...

Ce que vous ne savez peut-être pas, c'est que les syndicats ne sont financés qu'à hauteur de 3% par les cotisations de leurs adhérents ! Ils sont **gavés de subventions et de fonds publics !** Chaque année, ils reçoivent 1,3 milliard d'euros.

Tout cela pour brandir des menaces de grève - arme qu'ils utilisent sans restriction -, aux dépens de ceux qui les font vivre !

En théorie, ils sont censés **vivre des cotisations de leurs membres**, comme, nous, nous le faisons, mais dans la pratique, il n'en est rien ! L'époque où la CGT était directement financée par le parti communiste est bel et bien révolue...

Et à ces financements s'ajoutent certaines **pratiques occultes** : membres fictifs, compléments de salaires, rémunérations non déclarées, travail au noir, indemnités diverses et variées, loyers étonnamment hauts laissant planer des doutes de blanchiment d'argent ... Tout le monde semble fermer les yeux face à la toute-puissance syndicale.

L'omerta est totale et des élus sont mêmes complices de ce **racket organisé**. Locaux mis à disposition, eau et électricité gracieusement offertes... tous les arrangements sont bons pour entretenir ces syndicats et leur octroyer **un pouvoir de nuisance toujours plus grand**.

Dès demain, nous vous parlerons du coût des grèves à répétition, une spécialité syndicale...

II. - Le coût des grèves à répétition

(7 octobre 2014)

Hier, nous avons vu que les syndicats, incontestablement forts de leurs subventions et de leur influence, ont la **capacité de bloquer complètement le pays** pour un oui ou pour un non.

Or non seulement ils ne sont absolument plus représentatifs des travailleurs français (moins de 3% de syndiqués dans le secteur privé), mais les grèves qu'ils lancent coûtent cher, parfois même très cher, **quand elles ne coûtent pas de surcroît des emplois !**

Rappelez-vous. En 2008, le port de Marseille avait été totalement paralysé **pendant 90 jours**. Les dockers voulaient coûte que coûte faire reconnaître la pénibilité de leur métier. A savoir que pour un grutier ou un manutentionnaire marseillais, le temps de travail n'est que de 12 heures par semaine pour un salaire mensuel de 3 000 à 5 000 EUR net ! Au final, pas moins de 100 000 conteneurs étaient partis à la concurrence. Si ce n'est pas une tentative de tuer l'économie locale, **cela relève presque du suicide économique**.

Et c'est loin d'être un cas isolé. En 2012, le chimiste Arkema **a renoncé à investir 70 millions d'euros** dans son usine de Pierre-Bénite dans le Rhône, car une minorité de salariés menés par la CGT ne voulait pas du projet. Arkema a donc investi en Chine et aux Etats-Unis, **et l'usine française qui perd de l'argent, elle, est toujours menacée...**

En 2013, le patron de Titan international, entreprise américaine spécialisée dans les pneus agricoles, qui était pressentie pour reprendre l'usine Goodyear d'Amiens, a également renoncé à son projet en fustigeant le gouvernement d'un courrier

incendiaire : "Goodyear essaie depuis quatre ans de sauver une partie des emplois à Amiens, avec des salaires particulièrement élevés, mais les syndicats et le gouvernement n'ont fait que bavarder. [...] Titan a l'argent et le talent pour produire des pneus. **Que possèdent vos syndicats fous ?** »

Les syndicats ne savent que mettre des bâtons dans les roues de ceux qui veulent reprendre ou investir dans des entreprises. Plutôt que de sauver des emplois, ils préfèrent le plus souvent **défendre jusqu'au bout des positions intenable**s.

Ils ne sont plus les défenseurs des salariés. Ils se sont érigés en **un véritable lobby prêt à sacrifier le pays tout entier pour préserver leurs acquis sociaux**.

La France est le seul pays où les réformes de l'administration sont entravées à ce point par les syndicalistes. Dans les autres pays, les gouvernements **ne courbent pas l'échine** face à « la rue ».

Cette tyrannie est absolument insupportable et doit cesser immédiatement, car c'est nous qui la finançons. L'argent public, c'est notre argent !

Demain, nous verrons qu'en plus de paralyser l'économie, les syndicats mènent une véritable vie de rêve...

III. - La vie rêvée des syndicats

(8 octobre 2014)

Les syndicats, véritables trouble-fêtes, s'invitent partout pour **dicter leur loi à leurs compatriotes**, sans être **jamais satisfaits de l'issue des conflits qu'ils provoquent**.

Mais lorsque l'on pousse la porte de leurs bureaux, c'est un **véritable monde** fait de privilèges, de scandales, de petits arrangements et de grands gaspillages qui s'offre à nous. Pour ceux qui en profitent, c'est une véritable vie de rêve, mais pour ceux qui en font les frais, nous autres contribuables, c'est une autre histoire...

Pendant que vous vous serrez la ceinture, que vous êtes ponctionné de tous côtés par les impôts et taxes, **votre argent finance honteusement les vacances de certains syndicalistes**.

A Montreuil, le comité des œuvres sociales (COS) géré par la CGT s'est ainsi érigé en **véritable agence de voyages**. En 2011, les frais de vacances et les voyages auraient absorbé jusqu'à **90% du budget**, ne laissant que 0,7% aux aides sociales. 153 024 EUR de voyages auraient été dépensés par les quatre élus cégétistes en à peine deux ans et demi. A lui seul, un élu et sa famille se seraient offert **une trentaine de voyages pour un montant total de 44 000 EUR**. Parmi les destinations : le Maroc, l'Égypte, le Kenya, le Québec, la Thaïlande... Le tout **financé par des subventions** gracieusement offertes par la collectivité locale... Pourquoi se priver ?

Si les syndicats ne manquent jamais une occasion de saboter le départ en vacances des Français, ils savent préserver leurs loisirs, **leurs comités d'entreprise (CE) étant grassement subventionnés par de l'argent public**.

En 2012, près de 20 000 agents et leurs familles se sont ressourcés dans les villages-clubs et villages-détente du CE d'Air France. Une **oisiveté honteuse** quand on sait que l'Etat actionnaire (autrement dit: nous) vient régulièrement au secours de la compagnie, fréquemment confrontée à des « trous d'air » financiers.

Ce qui est vrai dans les airs l'est aussi dans le ferroviaire. Piloté par la CGT, le CE de la RATP gère près de 80 millions d'euros Châteaux, immeubles dans les stations de ski, hôtels au bord de la mer... Un **éventail de villégiatures impressionnant** que vous financez allégrement. La CGT est même propriétaire d'une réplique miniature d'un château de la Loire, dont le domaine est géré par le CE de la RATP, au sein de laquelle est organisée chaque année une fête, dont la facture s'élève à **447 000 EUR en moyenne...**

Même combat à la SNCF qui a organisé en 2011 un séminaire des managers opérationnels à Tanger (Maroc) pour un montant de 2,7 millions d'euros, soit 1 430 euros par jour et par personne ! Une gabegie scandaleuse et évidemment à nos frais...

Et que dire du comité d'entreprise d'EDF-GDF au budget complètement démesuré, 600 millions d'euros par an ?! Pas étonnant quand on sait qu'**1% de notre facture de gaz et d'électricité va directement dans les poches du comité d'entreprise**

Au final, c'est **le CE le plus riche de France**. Pendant que votre facture d'électricité ne cesse d'augmenter, ce comité se gave sur votre dos, et ceci malgré les nombreux rappels à l'ordre de la Cour des Comptes dénonçant « gâchis financier », « réseau hypertrophié », « acquisitions coûteuses inutiles », « absences de projection économique » ...

C'en est assez de tous ces petits arrangements Demain, nous verrons les propositions de *Contribuables Associés* pour **mettre un terme au financement de cette honteuse mascarade.**

IV. - Supprimons le financement public des syndicats (9 octobre 2014)

Au cours des trois derniers jours, nous avons vu avec vous comment les syndicats bloquent le pays, alors même que **leur légitimité et leur crédibilité sont loin d'être évidentes.**

Peu représentatifs des travailleurs, ils n'hésitent pas à aller jusqu'au bout de leurs grèves, paralysant l'économie, **prenant en otage les usagers, les entreprises et les consommateurs**, quand ils ne menacent pas tout simplement les emplois des syndiqués ET des non-syndiqués !

Pour conserver leurs avantages, et par la même occasion leur **train de vie** de nantis qu'ils se sont aménagé au fil des années via les CE et les subventions, **ils sont prêts à tout.** Même si cela doit nuire à l'économie du pays.

Leurs grèves coûtent très cher aux contribuables, et encore plus quand on sait qu'ils sont **majoritairement financés par des subventions publiques**. Un véritable comble : nous devons financer ceux qui nous empêchent de travailler !

Pire ! Alors que le taux d'adhésion aux syndicats ne cesse de baisser, **ils sont gavés de subventions toujours plus abondantes**.

Il est grand temps que cette ignominie cesse, et c'est pour cela que *Contribuables Associés* fait aujourd'hui appel à vous !

Ensemble, battons-nous pour que l'argent des contribuables ne finance plus les syndicats !

Les budgets des syndicats doivent provenir des cotisations libres de leurs adhérents, comme, nous, nous le faisons, et non pas d'une **participation obligatoire de l'ensemble des contribuables !**

Il est inadmissible pour les Français d'être pris en otage par des syndicats qui ne les représentent même pas !

C'est pourquoi, *Contribuables Associés* œuvre pour :

1) la suppression du financement public des syndicats, et tous les arrangements occultes pour masquer les subventions.

2) Une transparence totale des comptes des syndicats, avec des condamnations sévères en cas de détournement de fonds

Ce sont des mesures raisonnables, applicables rapidement, **qui permettront d'économiser des millions d'euros**, mais aussi de contribuer à la relance de notre économie.

Mais pour que notre combat soit couronné de succès, nous avons besoin de VOUS.

Contrairement aux syndicats, *Contribuables Associés* n'agit que grâce aux contributions de ses membres et ne perçoit aucune subvention publique. C'est le gage de notre indépendance et c'est à ce prix que nous pouvons rester un véritable contre-pouvoir que les gouvernements soient de gauche comme de droite.

Nous comptons sur votre soutien.

Ci-dessous le lien :

https://www.contribuables.org/soutenez-notre-independance/?utm_source=fid&utm_medium=NL&utm_term=retraite&utm_campaign=WRETRA1411&camp=1411&campagne=WRETRA1411

Très intéressantes (et stupéfiantes !) également les publications de *Contribuables Associés*, à commander à partir du lien ci-dessous :

<https://www.contribuables.org/publications-de-contribuables-associés/>